



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 28 février au 5 mars 2020

Le 6 mars 2020

Résumé

Bangladesh : En février 2020, l'indice des prix à la consommation poursuit son repli. Les réserves monétaires sont en hausse. Finances publiques – mission d'audit de la politique fiscale du Bangladesh par le FMI. Energie – mise en service d'un second gazoduc.

Bhoutan : Modération de l'inflation au quatrième trimestre 2019.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : La croissance du PIB ralentit sensiblement à 4,7% au T4 2019. La valeur ajoutée brute affiche également une modération de son rythme de croissance pour s'établir à 4,5% en glissement annuel.

Finances publiques : Le déficit budgétaire des administrations centrales atteint 129 % de sa cible annuelle révisée en janvier.

Politique monétaire et financière : Le solde des flux de portefeuille aurait été excédentaire de 90 Mds ₹ (1,1 Md €) en février.

Maldives : Légère baisse du commerce extérieur en 2019.

Népal : Le déficit de la balance courante enregistre une nette contraction sur les six premiers mois de l'exercice budgétaire actuel.

Pakistan : Augmentation de 16,5 % des recettes fiscales durant les huit premiers mois de l'exercice 2019/2020 (juillet 2019 - février 2020). L'inflation diminue légèrement en février 2020 après son envolée du mois de janvier en glissement annuel. Le gouvernement diminue le prix des produits pétroliers pour le mois de mars pour soulager les consommateurs. Le gouvernement débourse 464,7 Mds PKR (3 Mds USD) sur un total de 701 Mds PKR (4,6 Mds USD) prévu au PSDP 2019/2020. Le Pakistan enregistre une contraction du déficit de sa balance commerciale de 27 % pour les huit premiers mois de l'année de l'exercice 2019/2020 (juillet 2019 – février 2020).

Sri Lanka : Election parlementaire le 25 avril. Maintien des taux directeurs de la banque centrale (CBSL). Recul de la production industrielle en 2019.



BANGLADESH

- **En février 2020, l'indice des prix à la consommation poursuit son repli.** Selon le Bureau des statistiques (BBS www.bbs.gov.bd), l'inflation a atteint **5,46%** en glissement annuel (« point to point ») en février 2019, en deçà du plafond de 5,5% retenu dans la loi de finances 2019/2020. Sur les douze derniers mois (mars 2019 à février 2020), la moyenne mensuelle s'établit à 5,6%. L'IPC poursuit donc son repli depuis trois mois, après une hausse marquée en novembre (+6,05%) et décembre 2019 (5,75%), liée à celle des prix alimentaires.

L'inflation en zone rurale s'élevait fin février à 5,44% (avec une composante « alimentation » en hausse de +5,09% contre +6,12% pour les autres produits et services), contre 5,48% dans les zones urbaines (où l'IPC non-alimentaire progresse plus vite, à +6,36% contre 4,70% pour les prix alimentaires). L'indice des prix alimentaires (+4,97%) atteint son plus bas niveau depuis 42 mois (septembre 2016), contre +6,22% pour les prix non alimentaires (hausse des tarifs de gaz et celle de l'électricité à compter du 5 mars prochain).

- **Les réserves monétaires sont en hausse.** Le pays conserve un niveau élevé de réserves monétaires (32,4 Mds \$ fin janvier 2020 contre 31,23 Mds \$ en janvier 2019), couvrant l'équivalent de 5,6 mois d'importations fin janvier contre 5,9 mois un an plus tôt. Sur les 7 premiers mois de l'année fiscale, la moyenne mensuelle des réserves brutes de change se situe à 32,3 Mds\$, contre 31,9 Mds\$ en 2018/2019. La moyenne annuelle a franchi le cap des 30 Mds\$ en 2015-2016 pour rester depuis au-dessus de 32 Mds \$. Le Taka affiche une stabilité vis-à-vis du dollar, avec un taux de change interbancaire de 84,90 TK pour 1 US\$ le 4 mars dernier (84,54 TK sur le marché des changes), contre 84,15 TK/1\$ un an plus tôt, soit une dépréciation infime de 1%.
- **Finances publiques – mission d'audit de la politique fiscale du Bangladesh par le FMI.** Le Fonds Monétaire International conduira une mission d'audit de la politique fiscale du Bangladesh du 8 au 19 mars prochain. Le fonds souhaite évaluer l'impact des nombreuses exonérations fiscales qui sont accordées, souvent de manière dérogatoire, après l'adoption du budget national, et ne s'inscrivent pas dans le cadre d'une politique fiscale élaborée. Le *National Board of Revenue* a annoncé vouloir remettre à plat les exonérations accordées à des secteurs dits "prioritaires", après avoir constaté de nombreux abus. Le ministère des Finances n'a pas entrepris d'analyse de sa politique fiscale et la dernière étude sur les dépenses fiscales, élaborée par la banque centrale, remonte à 2006.

Le Bangladesh a l'un des taux de collecte fiscale parmi les plus faibles au monde. Selon la Commission du Plan, le 1^{er} plan stratégique de développement (*Perspective Plan 2010-2021*) prévoyait un objectif de collecte fiscale de 17,5% de ratio de PIB lorsque celui-ci ne s'élève qu'à 9,3 % actuellement.

- **Energie – mise en service d'un second gazoduc.** La Gas Transmission Company Ltd (GTCL), filiale de PETROBANGLA, a inauguré le second pipeline de ravitaillement de GNL ; construit parallèlement au gazoduc reliant sur 181 km Chattogram, Feni et Bakhrabad/Cumilla, à 100 km au sud-est de Dhaka, il va permettre d'injecter dans le réseau national 800 millions de pied cube de GNL (22,65 M m³), qui s'ajouteront aux 250 M pc (7,1 M m³) fournis par le 1^{er} réseau. Le coût du projet a été révisé en avril 2019 de 212 à 268 M€.

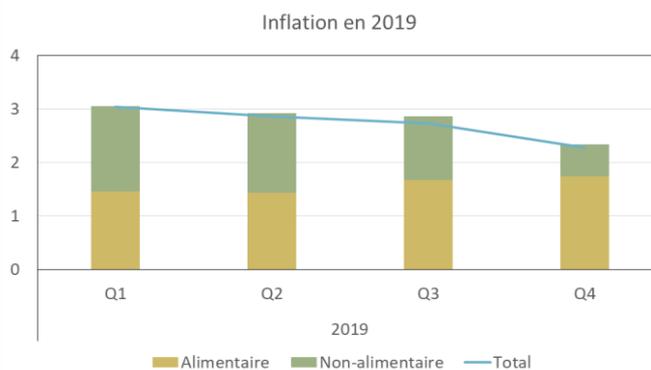


Le gouvernement veut intensifier le raccordement des ménages au réseau public de GNL dans l'agglomération de Dhaka, selon une décision prise en janvier dernier par la Primature ; la *Bangladesh Energy Regulatory Commission* (BERC) estime que le prix public du GNL comme gaz de cuisson est sensiblement inférieur au GPL (Gaz de Pétrole liquéfié, commercialisé en bouteilles) ; selon le régulateur, un m³ de GNL est facturé 35,40 TK contre 58,5 TK pour le GPL, sur la base des prix internationaux observés en 2018 (respectivement 11,6 \$ et 19,8 \$ par mmBtu).

Le gouvernement souhaite donc mettre en place un réseau intégré efficace de transport et de distribution de GNL, en fournissant des compteurs aux ménages urbains nouvellement raccordés. Le réseau actuel est cependant jugé obsolète et nécessite d'importants investissements de rénovation et d'extension. Les acteurs du privé, qui contrôlent 95% du marché du GPL, soulignent que celui-ci ne bénéficie pas de subventions publiques, contrairement au GNL.

BHOUTAN

- **Modération de l'inflation au quatrième trimestre 2019.** Après avoir atteint 3,1% en glissement annuel sur les neuf premiers mois de l'année, l'inflation a enregistré une baisse marquée pour s'établir à 2,3% au T4 2019. L'inflation des biens non-alimentaires (54 % du poids de l'indice) a notamment contribué à cette tendance baissière, avec un essor de 0,6% en glissement annuel au T4 2019. A l'inverse, l'inflation alimentaire a affiché une accélération au quatrième trimestre (+1,7%, contre 1,4% au T1 2019), avec une pondération de 40% sur l'indice total.



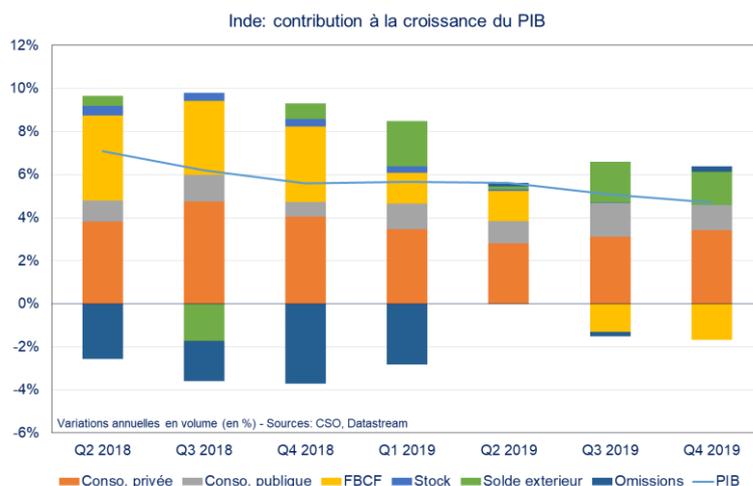
INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **La croissance du PIB ralentit sensiblement à 4,7% au T4 2019**, en glissement annuel et à prix constants. Ce ralentissement, en ligne avec les anticipations des marchés, situe l'expansion de l'activité, en rythme trimestriel, à son point le plus bas depuis le T1 2013 selon le Bureau des statistiques (CSO) ; il s'agirait par ailleurs de son troisième trimestre consécutif de décélération depuis le T1 2019. Il s'accompagne en outre d'une révision à la hausse des chiffres de croissance du T3 2019 à 5,1% (4,5% initialement). La croissance, serait ainsi tombée, à **5,3% sur l'année calendaire 2019**, soit l'essor le plus faible enregistré sur la base de la méthodologie statistique mise en place en 2012 et la prise de fonction de l'actuel gouvernement.



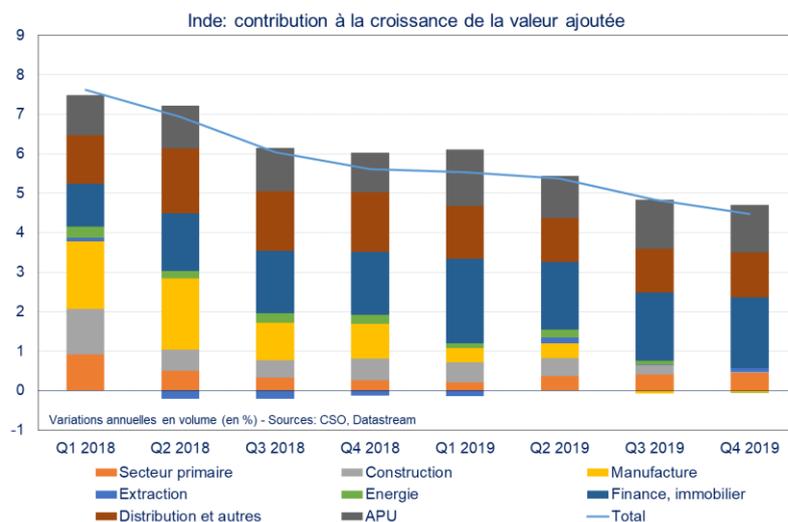
Cette chute est notamment tributaire de la contraction de l'investissement : la formation brute de capital fixe (FBCF) a enregistré une nouvelle contraction (-5,2 %), après celle intervenue au trimestre précédent (-4,4 %). À l'inverse, la consommation privée marque des signes de reprise : elle ressort ainsi en hausse de 5,9% en glissement annuel (seconde accélération consécutive en rythme trimestriel). De plus, la consommation des APU, principal moteur de la croissance au cours des derniers trimestres, affiche une progression de 11,8% en glissement annuel au T4 2019 (elle avait progressé de 13,2% en g.a. au T3 2019).



La baisse des importations de biens et services (- 11% au T4 2019), qui résulte en partie de la du manque de dynamisme de la demande intérieure, a été suivie d'une baisse des exportations (-5,5% en glissement annuel) pour une contribution totale positive du solde extérieur.

- **La valeur ajoutée brute affiche également une modération de son rythme de croissance pour s'établir à 4,5% en glissement annuel.** Elle s'affiche ainsi son niveau le plus bas depuis 2013, et marque le septième trimestre de ralentissement consécutif.

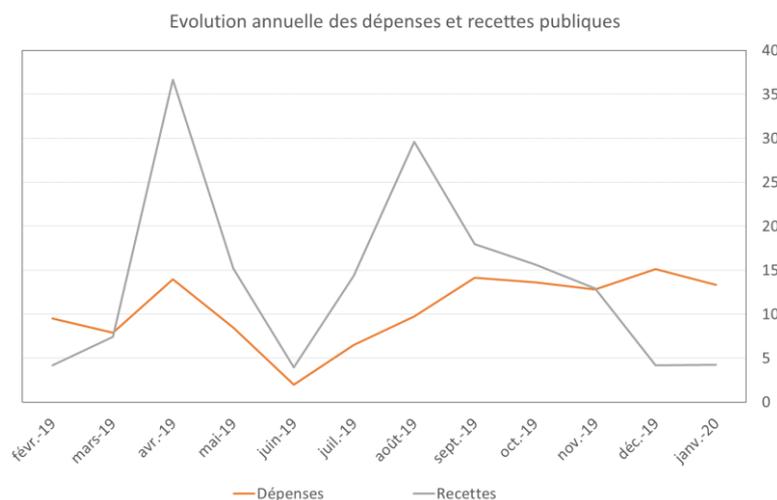
Si l'ensemble des secteurs d'activité ont contribué au ralentissement de la croissance de la valeur ajoutée, on pourra toutefois noter le recul du secteur manufacturier (-0,3 %), ou bien l'atonie du secteur de la construction (+0,3 %). De plus, l'activité des industries énergétiques, de traitement des eaux et déchets s'affiche, pour sa part, en baisse de 0,7%.



Le secteur des administrations publiques et agences parapubliques marquent, en revanche, une progression soutenue: après + 10% au T3 2019, la croissance annuelle de la valeur ajoutée ressort à 9,7%. Une évolution qui confirme la contribution significative des administrations publiques, et notamment des agences parapubliques, dans la création de valeur ajoutée. Le secteur agricole affiche, enfin, une hausse de 3,5% en glissement annuel, après une mousson favorable en 2019.

FINANCES PUBLIQUES

- **Le déficit budgétaire des administrations centrales atteint 129 % de sa cible annuelle révisée en janvier.** Selon les données publiées par le Contrôleur général des Comptes (CAG), le déficit budgétaire représenterait, à deux mois de la clôture de l'exercice budgétaire, 7 668 Mds ₹, soit 128,5 % de la cible annuelle corrigée (rehaussé à 3,8% du PIB lors de la présentation du budget début février).



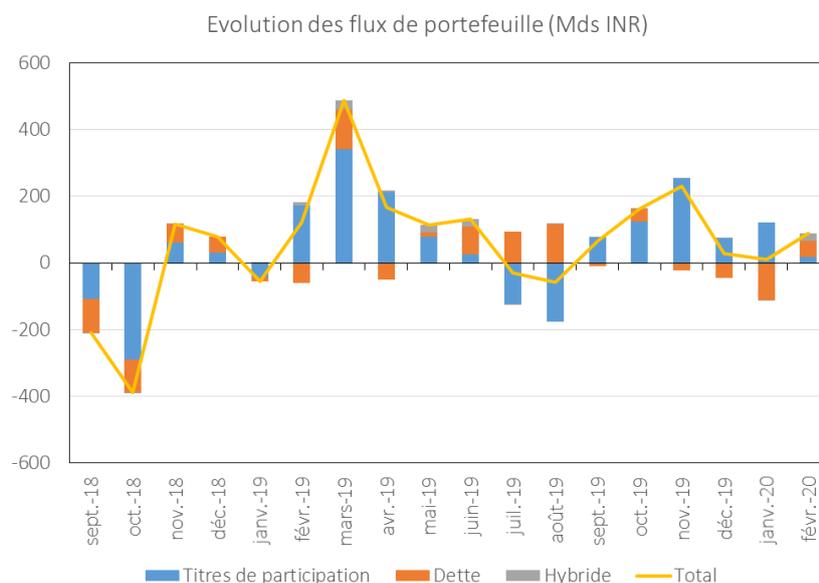
Les recettes totales s'affichaient, après dix mois d'exercice, à 66,4 % de la cible annuelle (contre 68% en janvier 2019) : la bonne tenue des recettes non-fiscales (73% de la cible annuelle, après



avoir atteint 66% un an plus tôt), qui bénéficient d'une forte hausse des dividendes et bénéfices perçus par l'Etat (81% de l'objectif annuel, contre 52% un an plus tôt) grâce, notamment, à la hausse des transferts de la Banque centrale, a permis de contrebalancer une collecte fiscale en demi-teinte (66,3% de la cible annuelle, contre 69% un an plus tôt). Les dépenses courantes atteignaient, pour leur part, 84,1% de la cible annuelle (+ 2,6 point par rapport à la période analogue du dernier exercice), comme que celles d'investissement, à 77% de la cible pour l'exercice (contre 73% un an plus tôt à la même période).

POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE

- Le solde des flux de portefeuille aurait été excédentaire de 90 Mds ₹ (1,1 Md €) en février.** Après des entrées nettes de 9,6 Mds ₹ en janvier, le solde est demeuré positif sous l'effet du rebond des entrées de flux réalisés au titre des instruments de dette (entrées nettes de 47 Mds ₹, contre des sorties de 111 Mds ₹ un mois plus tôt) selon le dépositaire des titres de valeur (NSDL). Une évolution qui contrebalance la nette modération des entrées enregistrées au titre des instruments de prise de participation (+ 18 Mds ₹, après des entrées de 121 Mds ₹ en janvier). Les instruments hybrides affichent, quant à eux, une progression sensible au cours du mois de février : ils auraient ainsi atteint près de 90 Mds ₹ en février (contre +9,6 Mds ₹ en janvier).



MALDIVES

- Légère baisse du commerce extérieur en 2019.** Selon le *Maldives Custom service*, les échanges commerciaux extérieurs se sont élevés à 3,25 Mds USD en 2019, en recul de 1,2% par rapport à 2018 (3,29 Mds USD). Ils dégagent un solde déficitaire de 2,52 Mds USD inférieur de 3 % à celui de 2018 (2,62 Mds USD). Les exportations ont augmenté de 6,3% à 360,7 M USD : elles sont constituées à 41,6% par les produits de la pêche (150,1 M USD) et pour 56% par des réexportations (202,6 M USD). Les importations atteignent 2,89 Mds USD en baisse de - 2,4% par rapport à 2018 (2,95 Mds USD). Elles sont constituées pour 18,9% par les produits



alimentaires (546,2 M USD), pour 16% par les produits pétroliers (465,1 M USD) et pour 14,7% par des matériaux pour la construction (426,2 M USD).

NEPAL

- **Le déficit de la balance courante enregistre une nette contraction sur les six premiers mois de l'exercice budgétaire actuel** (mi-juillet 2019/mi-mars 2020). Ce dernier s'établit ainsi à 744 M\$, soit une baisse de 44,2 % en glissement annuel. La réduction du déficit courant traduit principalement la réduction du déficit commercial de biens et services.

Le déficit associé à la balance des échanges de biens et services est apparu en baisse : il affichait une baisse de 6% en rythme annuel à la mi-janvier pour un déficit consolidé de 5,5 Mds \$, dont 98% est lié au solde des échanges de biens. Les importations de biens ont notamment chuté, sur six mois, de 3,4% à 6 Mds \$ tandis que les exportations marquaient une hausse de 22,4% à 0,6 Mds \$.

Evolution de la balance courante (Mds \$)

Composante	janvier-19	janvier-20
<u>Solde courant</u>	<u>-1,3</u>	<u>-0,7</u>
<u>Biens</u>	<u>-5,8</u>	<u>-5,5</u>
<u>Services</u>	<u>0,0</u>	<u>-0,0</u>
Autres revenus	0,1	0,3
<u>Transferts</u>	<u>4,4</u>	<u>4,5</u>
<u>Solde des capitaux</u>	<u>0,1</u>	<u>0,1</u>
<u>Solde financier</u>	<u>0,4</u>	<u>0,5</u>
<u>Erreurs et omissions</u>	<u>0,4</u>	<u>0,6</u>
<u>Variation des réserves</u>	<u>0,6</u>	<u>-0,2</u>

Si le solde des revenus demeure excédentaire, à 0,3 Md \$ sur les six premiers mois de l'exercice, celui des transferts demeure la principale source de devises avec un solde excédentaire de 4,5 Mds \$ (il progresse de 1% en rythme annuel), principalement du fait d'une hausse des transferts de migrants. Ces derniers marquent en effet un essor de 1,3% à 3,9 Mds \$, dans un contexte de hausse des départs à l'étranger enregistrés sur la même période : un essor de 18% à 137 400 sur les six premiers mois de l'année.

Le déficit du solde courant, qui atteindrait, au total, 0,7 Md \$ sur six mois, **apparaît toutefois en partie financé par l'excédent du compte financier**. A cet égard, on notera la hausse marquée des investissements directs étrangers au Népal (+ 184% à 107 M\$).

Enfin, et si l'importance des erreurs et omissions qui atteignent 0,6 Md \$ invite à interpréter le compte financier avec prudence, on pourra toutefois noter que **les réserves de change ont connu une baisse de 240 M\$**.



PAKISTAN

- **L'administration fiscale (*Federal Board of Revenue, FBR*) a collecté 2 725 Mds PKR (17,7 Mds USD) de recettes fiscales durant les huit premiers mois de l'exercice 2019/2020 (juillet 2019 - février 2020) soit une augmentation de 16,5 % par rapport aux huit premiers mois de l'exercice précédent.** Elle reste toutefois en deçà de son objectif fixé sur la période considérée (3 209 Mds PKR, soit 20,8 Mds USD). La FBR risque de ne pas atteindre l'objectif fixé pour l'exercice 2019/2020 dans le cadre du programme FMI (initialement fixé à 5 503 Mds PKR puis révisé à 5 270 Mds PKR ou 34,1 Mds USD) qui correspond à 12 % du PIB. Selon la presse locale, cette situation peut s'expliquer par une diminution de 13 % du nombre de personnes ayant retourné leur déclaration d'impôts (soit presque 400 000 individus), passant de 2,8 millions pour l'année fiscale 2018/2019 à 2,4 millions pour l'année fiscale 2019/2020. Elle s'explique aussi par la forte chute des importations, les déclarations fiscales erronées, et les sous-facturations.
- **Selon le *Pakistan Bureau of Statistics (PBS)*, l'inflation diminue légèrement en février 2020 après son envolée du mois de janvier en glissement annuel.** L'indice des prix à la consommation en février 2020 atteint 12,4 % en glissement annuel (février 2019 – février 2020) à comparer à 6,75 % en glissement annuel (février 2018 – février 2019). L'inflation poursuit donc inexorablement sa progression malgré une tendance inflationniste légèrement moins forte par rapport aux trois derniers mois en glissement annuel (novembre 12,7 %, décembre 12,6 %, janvier 14,6 %). L'inflation moyenne s'établit quant à elle à 11,7 % au cours des huit premiers mois de l'exercice 2019/2020 (juillet 2019 – février 2020) à comparer à 6 % sur la période considérée en 2018/2019.
- **Le gouvernement diminue le prix des produits pétroliers pour le mois de mars pour soulager les consommateurs.** Le gouvernement décide une baisse sur les prix des produits pétroliers pour le mois de mars dans l'optique de soulager les consommateurs des hausses des prix de l'énergie et encourager la demande intérieure. Le pétrole passe de 116,6 PKR/litre (0,75 USD) à 111,6 PKR/litre (0,72 USD) soit une baisse de 4,2 %, le High Speed Diesel (HSD) passe de 127,3 PKR/litre (0,82 USD) à 122,3 PKR/litre (0,79 USD) soit une baisse de 3,9 %, le SKO (Superior Kerosene Oil) passe de 99,5 PKR/litre (0,64 USD) à 92,4 PKR/litre (0,60 USD) soit une diminution de 7 %, le Light Diesel Oil (LDO) passe de 84,5 PKR/litre (0,55 USD) à 77,5 PKR/litre (0,5 USD) soit la plus nette diminution pour les produits pétroliers avec une baisse de 7 PKR/litre (8,2 %).

Malgré la diminution de 13 % de la consommation de produits pétroliers, le gouvernement fédéral a enregistré une augmentation de 18 % des recettes fiscales liées au pétrole et au gaz durant les quatre premiers mois de l'année fiscale 2019/2020 (juillet – septembre 2019) qui s'élèvent à 186 Mds PKR (1,2 Mds USD) contre environ 158 Mds PKR (1 Mds USD) sur la période considérée un an plus tôt.

- **Le gouvernement débourse 464,7 Mds PKR (3 Mds USD) sur un total de 701 Mds PKR (4,6 Mds USD) prévu au PSDP 2019/2020.** Dans le cadre du principal programme de développement du pays (*Public Sector Development Program, PSDC*), le gouvernement a octroyé 464,7 Mds PKR (3 Mds USD), dont 92,7 Mds PKR (606 M USD) de financements étrangers, à la réalisation d'une quarantaine de projets. La répartition budgétaire pour les huit projets les plus importants sont :



- 157,7 Mds PKR (1 Mds USD) des 197,5 Mds PKR (1,3 Mds USD) alloué au développement des entreprises privées (subventions).
 - 145,1 Mds PKR (939 M USD) pour les projets d'infrastructures de l'Autorité Nationale des Autoroutes (*National Highways Authority*).
 - 52,6 Mds PKR (340 M USD) consacré aux ressources en eau (*Water Resources Division*).
 - 38,5 Mds PKR (254 M USD) consacré à l'amélioration de la sécurité dans le pays.
 - 34,2 Mds PKR (221 M USD) des 44,9 Mds PKR (293 M USD) alloué au budget des projets de développement dans des zones particulières.
 - 23 Mds PKR (150 M USD) consacré au développement de la région FATA sur un programme de 10 ans.
 - 22,7 Mds PKR (150 M USD) des 29 Mds PKR (189 M USD) alloué à l'Education supérieure (*Higher Education Commission*).
 - 21,2 Mds PKR (137 M USD) pour le développement de projets dans la région Azad Cachemire.
- **Le Pakistan enregistre une contraction du déficit de sa balance commerciale de 27 % pour atteindre 15,7 Mds USD pour les huit premiers mois de l'année de l'exercice 2019/2020 (juillet 2019 – février 2020).** Les exportations pakistanaises enregistrent une augmentation de 3,6% sur la période considérée en glissement annuel. Elles atteignent 15,6 Mds USD pour les huit premiers mois de l'exercice en cours contre 15,1 Mds USD pour la période juillet 2018 – février 2019 soit une augmentation de 548 M USD. Les résultats du mois de février 2020 affichent une hausse de 13,6 % par rapport à février 2019, les exportations passant de 1,9 Mds USD à 2,1 Mds USD. Concernant les importations, ces dernières enregistrent une baisse de 14,5 % pour les huit premiers mois de l'année 2019/2020 en glissement annuel, passant de 36,6 Mds USD à 31,3 Mds USD. Pour le seul mois de février, les importations ont légèrement reculé de 4,1 Mds USD à 4 Mds USD, soit une baisse de 100 M USD.

Pour les huit premiers mois de l'exercice 2019/2020, le Pakistan enregistre une baisse de son déficit commercial de 27 % pour atteindre 15,7 Mds USD, à comparer à 21,6 Mds USD lors des huit premiers mois de l'exercice 2018/2019. Cette diminution du déficit est à 91 % imputable à la baisse des importations.

SRI LANKA

- **Election parlementaire le 25 avril.** Comme l'y autorisait la constitution, le Président de la république a prononcé le 2 mars la dissolution du parlement et convoqué des élections pour le 25 avril. La prochaine session parlementaire a été fixée au 14 mai. Le parlement comprendra 196 députés élus à la proportionnelle par 16,26 millions d'électeurs ainsi que 29 députés désignés par les partis politiques, au prorata de leurs résultats dans le scrutin national.
- **Maintien des taux directeurs de la banque centrale (CBSL).** Cette dernière a décidé le 4 mars de ne pas modifier le niveau de ses deux taux directeurs, le taux de facilité de dépôt (SDFR) et le taux de facilité de prêt (SLFR). Ceux-ci - qui avaient été revus à la baisse le mois dernier - demeurent donc à 6,5% (SDFR) et 7,5%. Le ratio de réserves réglementaires (*Statutory Reserve Ratio – SRR*) reste également inchangé, à 5%. L'institution note une accélération de la croissance du crédit bancaire au secteur privé en janvier mais estime que l'effet de ses décisions



n'a pas encore joué à plein sur la réduction des taux du marché. La CBSL considère que les mesures d'assouplissement des taux d'intérêt combinées à l'amélioration de la confiance des chefs d'entreprises vont accélérer la croissance du crédit et ainsi faciliter la relance économique. En dépit de la hausse inattendue du *Colombo Consumer Price Index* depuis le début de l'année (progression de + 4,5% en janvier et + 4,6% en février en moyenne annuelle), l'institution estime que l'inflation devrait ralentir pour se maintenir à moyen terme entre 4% et 5%.

- **Recul de la production industrielle en 2019.** Selon le Department of census and statistics, l'indice de production industrielle mesuré en décembre 2019 (base 100 en 2015) traduit un recul de 0,4% par rapport à décembre 2018. La baisse de production est particulièrement marquée pour les industries du cuir (-20,4%), de la pharmacie (-17,1%), et du papier (-14,1%). En revanche, un regain d'activité est enregistré pour les industries de la chimie (+25,4%), des produits pétroliers raffinés (+6,2%), celle des boissons (+5,2%).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse
du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations
exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les
erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas
être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de
l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-
H. Lenfant, J. Deur et H. Lafond.

Version du 06/03/2020